

« Violences » chez les CP et CE1 : l'éducation nationale dénonce les propos du maire de Saint-Eloi-de-Fourques

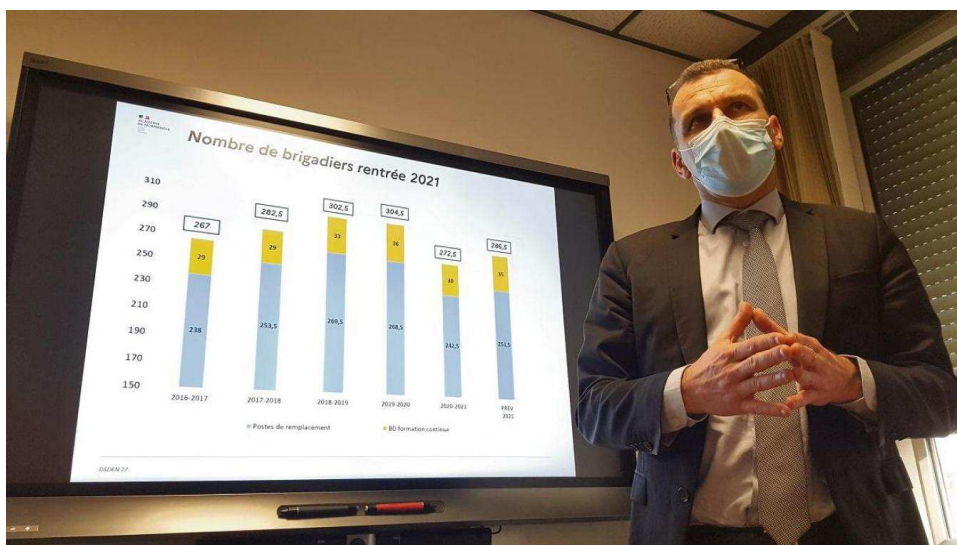
Par Guillaume LEJEUNE

4 minutes



Mis en ligne le 3/03/2021 à 14:11

La situation à l'école de Saint-Eloi-de-Fourques, où le maire et des parents d'élèves ont prévu de manifester vendredi 12 mars 2021 pour dénoncer des problèmes de « violences » de la part de plusieurs élèves scolarisés en CP et CE1, ne cesse de défrayer la chronique.



Le directeur départemental de l'éducation nationale dans l'Eure, Laurent Le Mercier. (Photo Guillaume Lejeune/Paris-Normandie)

Le directeur départemental de l'éducation nationale dans l'Eure,

Laurent Le Mercier. (Photo Guillaume Lejeune/Paris-Normandie)



La situation à l'école de Saint-Eloi-de-Fourques, où le maire et des parents d'élèves ont prévu de manifester vendredi 12 mars 2021 pour dénoncer [des problèmes de « violences » de la part de plusieurs élèves scolarisés en CP et CE1](#), ne cesse de défrayer la chronique. Et ce alors que cette « affaire », mise en lumière mardi 2 mars dans les colonnes de Paris-Normandie, prend une tournure nationale suite [au reportage que vient de diffuser BFM](#).

« Il jette de l'huile sur le feu »

Le directeur départemental de l'éducation nationale dans l'Eure, Laurent Le Mercier, se montre cette fois beaucoup plus cinglant à l'endroit du maire (SE tendance écologiste), Denis Szalkowski. « *Le maire monte cette affaire en épingle. Nous attendions de lui une démarche partenariale, pas qu'il jette de l'huile sur le feu... M. Szalkowski, en demandant par exemple le dédoublement de classe, instrumentalise ce dossier* », pointe du doigt le patron de l'éducation nationale dans le département.

« Mesures adaptées »

« *Un élève présente des troubles du comportement. Il est faux de dire que plusieurs élèves posent des problèmes et que des violences ont lieu dans l'école, aucun signalement de la sorte ne*

nous a été signalé ! Cet enfant est accompagné par nos services et également par un neuropsychiatre. Comme nous l'avons annoncé au maire qui nous a saisi le 16 février et que nous avons reçu le 19, nous procéderons à la rentrée de lundi 2 mars à une analyse encore plus précise de la situation. Une conseillère technique de la directrice, une conseillère technique assistante sociale et un médecin scolaire se rendront ce jour-là à l'école de Saint-éloi-de-Fourques. Je le répète : l'école est inclusive mais si la reconnaissance de handicap est avérée, des mesures adaptées seront prises », détaille Laurent Le Mercier.

Lequel tord une nouvelle fois le coup aux allégations de Denis Szalkowski, par ailleurs candidat aux sénatoriales il y a quelques mois : « *si la directrice de l'école est en arrêt maladie, ce n'est absolument pas à cause de la situation. Quant à l'élève qui a menacé quelqu'un avec un couteau, les faits se sont déroulés à la cantine, qui relève de la responsabilité du maire.* »